

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 19 FEVRIER 2021

Liste des intervenants et membres assistant en présentiel

Membres avec voix délibérative :

Claude BOISSAY	Président
Alain FOURCAULT	Vice-Président
André COPIN	SFEN Val de Loire
Hubert FOURNIER	Neuvy-en-Sullias
Catherine FUMÉ	Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye
Gérard MAHAUD	UFC-Que choisir
Michel TINDILLERE	Collège des personnes qualifiées

Exploitant EDF

Sébastien MIOSSEC	Directeur du CNPE
Bertrand ALLO	CNPE Dampierre
Antoine GUILLAUMONT	CNPE – Responsable Sûreté-Qualité
Loïc TANNIOU	CNPE Dampierre
Esther VOLOZAN	CNPE – Chef mission communication

Autorité de sûreté nucléaire

Christian RON	Division d'Orléans – Chef du Pôle REP
---------------	---------------------------------------

Secrétariat

Maud MICHEL	CD45
-------------	------

Compte rendu

En préambule, Claude BOISSAY apporte une correction sur le compte-rendu de la séance plénière du 7 février 2020, à la demande de l'association Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye :

Il est indiqué dans le compte-rendu que « Mme Catherine FUMÉ siège également à la CLI de Belleville » ; or si l'association Sortir du Nucléaire siège effectivement au sein de cette CLI, ce n'est pas Mme FUMÉ qui la représente au sein de cette instance.

1/ Actualités du CNPE^(cf. lexique en annexe 1), crise COVID, eau d'ultime secours, VD4

M. Sébastien MIOSSEC – Directeur du CNPE

➤ **Bilan 2020 :**

✓ **La sûreté :**

La sûreté représente une priorité pour tout exploitant nucléaire.

Aucun départ de feu marquant n'a été déploré en 2020 (contre 1 en 2019).

1 arrêt automatique réacteur (AAR*) s'est produit en 2020 sur le réacteur n°2 (contre 2 en 2019).

7 exercices de crise ont été réalisés en 2020, ainsi que 48 exercices incendie et d'évacuation. Deux exercices inopinés de regroupement de personnels ont également été réalisés.

Par ailleurs, le CNPE de Dampierre a fait l'objet de 30 inspections de l'ASN en 2020. 39 écarts (au niveau 0 de l'échelle INES) ont été déclarés, ainsi que 3 événements significatifs pour la sûreté (ESS*) de niveau 1 et 8 ESS génériques.

✓ **La sécurité :**

Le taux de fréquence générale (TfG) s'est établi à 1,8 en 2020, pour un objectif de TfG < à 2. Ce taux est en amélioration par rapport à 2019.

L'indice TF2 inclut les accidents sans arrêt ; ce taux est également en amélioration : il s'est élevé à 8 en 2020.

Un accident sérieux a été déploré en 2020 : fracture à la main d'un employé d'un prestataire.

✓ **La radioprotection :**

18 événements significatifs de radioprotection ont été déclarés en 2020.

La dosimétrie collective est maîtrisée et conforme voire inférieure au prévisionnel. Des fragilités ont toutefois été détectées sur la maîtrise de la contamination sur les chantiers : il s'agit d'un point d'attention pour le site.

✓ **La production :**

La crise liée au COVID a eu un impact sur la production de l'année 2020. Néanmoins, une chute très sensible de la consommation a été observée en France pendant le 1^{er} confinement.

L'arrêt pour simple rechargement (ASR*) du réacteur n°1 a été annulé pour économiser le combustible, dans l'objectif de le redémarrer pendant l'hiver.

Au final, la production a été de 20 TWh* en 2020, contre 25 TWh maximum pour une année « classique ».

De plus, la visite partielle (VP*) du réacteur n°2 a été décalée dans le temps. L'arrêt lié à cette VP a duré 102 jours, soit une durée plus élevée que prévu, du fait de la crise COVID et d'un fortuit sur une soudure d'un matériel.

La visite partielle du réacteur n°4 a duré 136 jours car elle a eu lieu pendant le confinement (durée sensiblement allongée par rapport à une VP « classique »).

L'ASR du réacteur n°3 s'est tenu à un moment où la situation sanitaire était plus favorable (octobre 2020). Cet arrêt a duré 27 jours, soit la meilleure performance du parc national pour l'année en termes de durée d'arrêt et la meilleure performance du site depuis 13 ans.

✓ L'environnement :

Aucun dépassement des limites réglementaires pour les rejets liquides, thermiques ou gazeux n'a été déploré en 2020.

Cinq événements significatifs pour l'environnement (ESE*) ont été déclarés en 2020, dont un pour un nombre de dépassements sur le flux 24h de cuivre supérieur au nombre maximal autorisé.

Les déchets conventionnels ont été valorisés à plus de 86% en 2020.

✓ Emplois et compétences :

Une forte embauche est à noter sur le site, à l'aube du grand carénage : 1 361 salariés EDF sur le site en 2020 (+50 par rapport à 2019), ce qui fait de Dampierre la centrale EDF qui embauche le plus.

A ces salariés s'ajoutent 113 salariés EDF des entités hébergées et 550 prestataires permanents.

Plus de 84 000 heures de formation ont été dispensées aux salariés en 2020.

Par ailleurs, des partenariats ont été noués avec l'Education Nationale : 7 conventions ont été signées avec des lycées et écoles d'ingénieurs (4 dans le Loiret, 2 dans le Cher et 1 en Seine-Saint-Denis).

✓ Les retombées financières :

26% des achats du site sont faits auprès d'entreprises locales et régionales.
Près de 69 M€ de taxes ont été versées par la centrale en 2020.

✓ Partenariats avec des projets du territoire :

Une étude de l'INSEE de 2020 indique que l'impact socio-économique de la centrale de Dampierre représente 900 emplois indirects.

En 2020, le CNPE a continué son soutien à des associations engagées dans la solidarité ou la biodiversité.

➤ **Événements significatifs de sûreté de niveau 1 :**

M. Antoine GUILLAUMONT – responsable sûreté-qualité du CNPE

- ✓ ESS du 22/09/2020 : Détection tardive de l'indisponibilité d'un des deux groupes électrogènes de secours de l'unité de production n°3 (cf. annexe 2) :

Le 4 septembre 2020, une baisse du liquide de refroidissement est détectée sur un groupe électrogène de secours du réacteur n°3, liée à un défaut d'étanchéité sur le circuit de refroidissement au niveau d'un cylindre du moteur.

La tranche n°3 est mise à l'arrêt le 6 septembre pour pouvoir assurer la réparation du diesel. La réparation est terminée le 12 septembre et le groupe électrogène requalifié.

Les analyses de cet événement ont montré que cette inétanchéité pouvait remonter à 2017, et que le diesel aurait pu, de ce fait, ne pas être en mesure d'assurer pleinement ses fonctions. En raison de cette détection tardive, cet événement a été déclaré à l'ASN* le 22 septembre 2020 et classé au niveau 1 de l'échelle INES*.

- ✓ Incidents génériques de niveau 1 :

Un incident générique de niveau 1 a été déclaré le 31 janvier 2020 concernant le risque d'interaction sismique entre des armoires électriques et des châssis de relaiage pour les réacteurs de 900 MWe*.

Tous les travaux d'isolement et de remise en état ont été réalisés en 2020 pour le site de Dampierre.

Un autre incident générique de niveau 1 a été déclaré le 29 septembre 2020 pour un risque de non tenue au séisme majoré de sécurité (SMS*) de certains matériels du circuit de refroidissement intermédiaire (système RRI*) pour certains réacteurs de 900 MWe.

➤ **Gestion de la crise liée au COVID-19 :**

M. Sébastien MIOSSEC – Directeur du CNPE

La priorité du CNPE pendant la crise COVID a été de maintenir l'activité de production d'électricité, pour continuer à alimenter les hôpitaux notamment.

Le plan de continuité d'activité (PCA*) était déjà prêt et a été mis en œuvre dès le début de la crise : définition des activités essentielles en matière de sûreté, réduction de certaines activités, limitation du nombre de personnels sur site, maintien à domicile de certains personnels...

Le nombre de salariés présents sur site est ainsi passé de 1 900 à environ 300 personnes lors du premier confinement.

Une nouvelle organisation des moyens et méthodes de travail sur site a été définie, avec la mise en place de dispositifs sanitaires : gel hydro-alcoolique, accès au site, augmentation de la fréquence de nettoyage, mise en place des gestes barrières et de la distanciation sociale.

Le CNPE disposait déjà d'un stock de masques, dont des masques chirurgicaux. Le port du masque a ainsi pu être imposé aux salariés et aux prestataires dès avril 2020.

La charge industrielle a été lissée, en lien avec l'ASN (ex : annulation de l'ASR de la tranche 1). La reprise de l'activité s'est faite de manière progressive à partir du mois de mai, mais le nombre de personnels sur site n'est jamais revenu au nombre nominal : une partie des salariés est toujours restée en télétravail.

A l'automne, le télétravail a été remis en œuvre lors du 2^{ème} confinement.

Le bilan sanitaire au CNPE de Dampierre ne fait état d'aucune difficulté pour le gréement des postes. 66 salariés ont été affectés par le COVID depuis mars 2020, dont un a dû être hospitalisé.

Depuis le début de l'année 2021, le CNPE compte 5 cas avérés de COVID-19 parmi son personnel.

Les mêmes dispositions ont été appliquées sur l'ensemble des sites EDF, avec la rédaction d'une charte COVID nationale pour EDF et ses prestataires.

Les mesures barrières sont toujours appliquées à ce jour : gel hydro-alcoolique, masques, distanciation sociale... Des règles spécifiques sont appliquées dans les zones de restauration (diminution de la capacité).

➤ **Programme industriel de Dampierre pour 2021 :**

M. Sébastien MIOSSEC – Directeur du CNPE

2 ASR sont programmés pour 2021, pour les réacteurs n°4 (fin février) et n°2 (avril).

Le réacteur 1 sera mis en arrêt pour économie de combustible le 11 avril 2021, avant le démarrage de la 4^{ème} visite décennale (VD4*) prévue en juin pour ce réacteur.

Une visite partielle du réacteur n°3 est prévue en septembre 2021.

Le programme industriel de Dampierre devient plus conséquent à partir de cette année et jusqu'à 2024 avec les visites décennales des 4 réacteurs.

➤ **Point d'avancement des 4^{èmes} réexamens périodiques :**

M. Sébastien MIOSSEC – Directeur du CNPE

Calendrier des VD4 :

- 2009 : expression de la volonté d'EDF de poursuivre l'exploitation de ses réacteurs de 900 MWe au-delà de 40 ans ;
- 2014 : lancement du projet de grand carénage ;
- 2019 : concertation du public sous l'égide du HCTISN* ;
- 2020 : consultation publique de l'ASN sur son projet d'avis générique ;
- 2019-2034 : réalisation du programme industriel sur les 32 réacteurs de 900 MWe.

Le grand carénage poursuit 2 objectifs :

1/ Maîtriser le vieillissement des matériels :

20% des matériels seront remplacés lors des VD4.

Pour les matériels non remplaçables (cuves, coudes moulés, circuits primaires et secondaires principaux...), un suivi en fonctionnement sera assuré.

Des changements de certaines pratiques sont également prévus : mise en œuvre de grappes à hafnium en périphérie du cœur pour limiter le vieillissement des cuves sous rayonnement neutronique, nouvelles formules de prévision du vieillissement, développement de moyens d'examen plus performants...

Des examens non destructifs sont prévus pour le contrôle des soudures.

2/ Renforcer le niveau de sûreté et poursuivre l'exploitation au-delà de 40 ans :

L'objectif des travaux mis en œuvre lors de la VD4 est de se rapprocher des standards des réacteurs de dernière génération (EPR) en matière de sûreté.

Ces travaux concernent notamment (cf. schéma de synthèse en annexe 3) :

- Le renforcement de la sûreté de la piscine de combustible : mise en place d'un PTR bis (système assurant la redondance du refroidissement de la piscine du bâtiment combustible – cf. ci-dessous) ;
- Mise en œuvre de la force d'action rapide nucléaire (FARN*), dont une des 4 entités nationales est installée à Dampierre ;
- Mise en œuvre des diesels d'ultime secours (DUS*) : en service depuis janvier 2020 à Dampierre ;
- Mise en place d'un système d'épandage du corium.

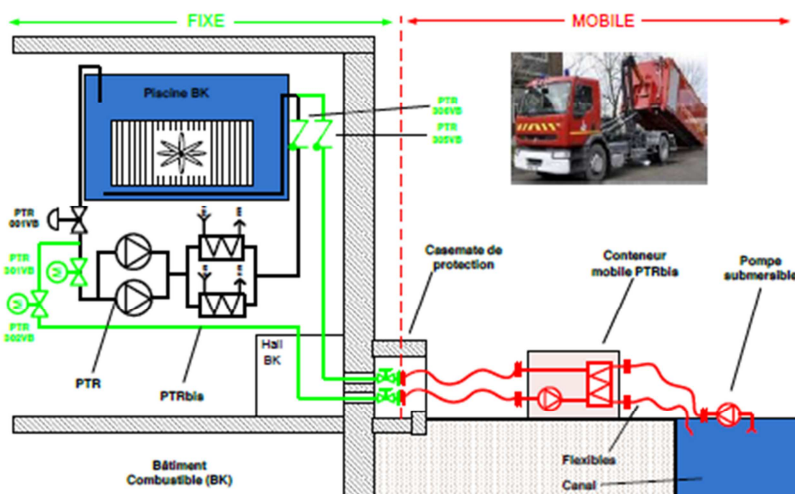


Schéma de principe du circuit de refroidissement mobile de la piscine combustible (PTR bis)

Ces travaux sont regroupés en 4 axes :

- Protection contre les agressions externes ;
- Renforcement de la protection de la piscine de combustible ;
- Traitement des accidents sans fusion du cœur, dans le but d'éviter d'avoir à mettre en œuvre des mesures de protection des populations ;
- Traitement des accidents avec fusion du cœur, avec l'objectif de limiter les rejets et les effets durables dans l'environnement.

La VD4 se déroulera en 3 phases :

- Avant la VD4 : réalisation d'une partie des travaux, en exploitation ;
- Pendant la VD4 : réalisation des épreuves de sûreté décennales, récupérateur de corium, rénovation et remplacement de composants lourds, modernisation de la salle de commande ;
- Après la VD4, lors d'une visite partielle : opérations de contrôle et maintenance, remplacement de gros composants (générateurs de vapeur...).

Le pic des travaux liés aux VD4 se situera entre 2022 et 2024 pour le parc français.

A Dampierre, la VD4 concernera un réacteur par an à partir de 2021, puis la fin des travaux sera réalisée lors d'une VP 2 ans après, pour chaque réacteur, pour intégrer les modifications non intégrées lors de la VD4.

➤ **Recherche d'eau d'ultime secours :**

M. Loïc TANNIOU – CNPE Dampierre

A la suite de l'accident de Fukushima, EDF a engagé la recherche d'une source d'eau d'ultime secours, de manière à pouvoir assurer le refroidissement des installations en cas de perte totale de la source froide et/ou de l'alimentation électrique du site.

Cette ressource pouvait être obtenue soit grâce à un réservoir, soit à partir de puits. Pour le site de Dampierre, le choix s'est porté sur la réalisation de puits, pour un pompage en nappe.

Une première recherche de ressource, réalisée en 2016 à partir de puits situés à 15 m de profondeur, s'est avérée non-concluante, le débit étant insuffisant.

De nouveaux puits ont été creusés plus profond, dans la nappe de Beauce à 30 m de profondeur.

Des essais de forage ont été réalisés (4 puits d'essais), pour effectuer des essais de pompage à différents débits et rechercher l'impact de ces forages sur la nappe de Beauce. Le débit critique n'a jamais été atteint lors de ces essais, preuve que les forages n'ont pas d'influence néfaste sur la nappe de Beauce.

Des essais de performance sont actuellement en cours, pour vérifier les débits obtenus dans la durée (sur 72 heures).

Ces essais vont se terminer prochainement. La construction des puits définitifs devrait commencer en 2021 (1 puits par tranche, soit 4 puits à Dampierre) : EDF est en attente d'autorisation pour la réalisation de ces puits définitifs.

La mise en exploitation de ces puits définitifs est prévue pour décembre 2022.

Ces puits auraient dû être mis en service fin 2021 (soit 10 ans après l'accident de Fukushima). En attendant la mise en exploitation effective de ces puits, un système palliatif va être mis en place jusqu'à fin 2022, constitué de 4 réservoirs souples de 1 000 m³ d'eau filtrée chacun.

Echanges avec les participants :

✓ Catherine FUMÉ (Sortir du nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) indique que l'ASN a mis en évidence fin 2020 une certaine carence en matière de radioprotection sur le site de Dampierre (à la suite d'une inspection le 02/09/2020). Elle souhaite savoir ce qu'EDF a mis en œuvre à la suite de cette inspection en matière de radioprotection.

Sébastien MIOSSEC (EDF) répond que le site de Dampierre a pris en compte le diagnostic et l'avis de l'ASN sur ce sujet, et qu'une attention plus marquée est désormais portée sur la radioprotection. Il convient qu'il reste un pas à franchir en matière de culture de radioprotection à Dampierre au sein des équipes EDF et des différents intervenants partenaires.

Un travail est également à mener avec les salariés et les prestataires en matière de qualité des chantiers, ainsi qu'un développement des contrôles lors des chantiers et en sortie de chantier afin d'éviter les risques de dissémination de la contamination.

Par ailleurs, il évoque les risques critiques, qui sont des risques inhérents aux tirs radio, lors desquels certaines parades ne sont pas toujours bien respectées par les intervenants : certaines règles doivent en effet être respectées en fonction des zones, ces règles doivent être rappelées régulièrement.

Cette culture de la radioprotection passe par un travail de formation des salariés et des prestataires, ainsi que par une surveillance renforcée des intervenants sur le terrain, par la mise en place de responsables de zones pour s'assurer du respect des règles de radioprotection.

Christian RON (ASN) complète en expliquant que l'inspection du 02/09/2020 visait à essayer de comprendre les résultats en radioprotection de 2020 qui se situaient en deçà

des attendus pour le site de Dampierre.

L'ASN a rencontré des chefs de service pour identifier les raisons des défauts d'information ou de connaissance régulièrement constatés en matière de radioprotection au niveau des agents de terrain. En effet, l'ASN a régulièrement relevé un défaut de déclinaison sur le terrain des bonnes pratiques en matière de radioprotection sur le site de Dampierre.

Christian RON rappelle le contexte en indiquant qu'une inspection renforcée de l'ASN a été réalisée en 2019 sur les 4 centrales du Val de Loire. Cette inspection a débouché sur 4 lettres de suite, chacun des sites étant concerné. Une inspection de récolement a ensuite été menée sur les 4 CNPE, lors de laquelle un manque d'amélioration sur le terrain a été mis en évidence pour le site de Dampierre. Les constats en matière de radioprotection faits lors de cette inspection ne sont pour autant pas plus mauvais pour ce site que pour les autres CNPE de la plaque Val de Loire.

Il ajoute qu'un nombre important d'inspections aura lieu cette année lors de la VD4, avec beaucoup de chantiers à contrôler. Ces visites seront l'occasion de vérifier sur le terrain les améliorations apportées par l'exploitant.

En conclusion, il confirme que le site de Dampierre a fait bien fait l'objet d'une surveillance ciblée de l'ASN en matière de radioprotection en 2020, et que cette surveillance se poursuivra en 2021.

✓ Hubert FOURNIER (commune de Neuvy-en-Sullias) demande ce qui est fait au sein du CNPE pour protéger le site des cyberattaques et quelles seraient les conséquences possibles d'une telle attaque.

Sébastien MIOSSEC explique que le système de pilotage des réacteurs ne dispose d'aucun lien avec les systèmes informatiques classiques.

Par ailleurs, le risque cyber fait l'objet d'une animation au niveau national, et que chaque site dispose d'ingénieurs en charge de la cybercriminalité.

Il confirme que ce risque est bien pris en considération par EDF, et de manière de plus en plus forte au fil du temps.

✓ Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) demande si EDF a prévu de vacciner le personnel de la centrale contre le COVID-19.

Sébastien MIOSSEC répond qu'EDF ne peut pas décider elle-même ce qui va être fait en matière de vaccination, mais que l'entreprise a proposé au gouvernement de vacciner son personnel. Il appartient désormais au gouvernement de décider s'il donne suite ou pas à cette proposition.

✓ Gérard MAHAUD demande quelle est la durée d'autonomie des bâches de 1 000 m³ mise en place pour l'apport en eau d'ultime secours.

Loïc TANNIOU (EDF) répond que les bâches ont une autonomie de plus de 20 h, ce qui permet à la FARN d'intervenir pour mettre en œuvre d'autres moyens mobiles.

✓ Gérard MAHAUD s'interroge sur les grappes de hafnium, qui doivent être positionnées dans le cœur dans les zones les plus proches de la cuve afin de limiter le flux de neutrons sur la cuve. Il demande si, en fonctionnement, les grappes de hafnium seront enfoncées dans le cœur.

Sébastien MIOSSEC répond qu'on ne fonctionne jamais avec les grappes incérées, mais que la définition du positionnement de ces grappes reste encore à venir.

✓ Gérard MAHAUD indique que le premier chantier prévu par EDF lors de la mise à niveau des tranches en VD4 consiste en la mise en conformité par rapport au référentiel. Or, sachant que des ESS génériques ont mis en évidence des écarts par rapport au référentiel, il demande si l'ASN a prévu de faire un point d'étape sur le contrôle du référentiel.

Sébastien MIOSSEC indique que la conformité au référentiel est une exigence déjà portée lors des redémarrages des réacteurs. L'objectif d'EDF est de sortir des VD4 sans écart de conception au référentiel, il s'agit là d'un engagement d'EDF. Des examens de conformité sont réalisés pour arriver à cette conformité.

Christian RON complète en expliquant que, historiquement, l'ASN a eu tendance à s'écarter de la conformité technique en privilégiant la conformité réglementaire. Mais depuis 5-6 ans, les écarts de conformité sont au cœur de l'activité de l'ASN : elle se concentre sur ces écarts de conformité, leurs impacts sur la sûreté de l'installation et la probabilité d'occurrence d'un accident qu'ils peuvent induire.

Un guide national a établi une hiérarchisation des écarts de conformité en plusieurs classes, en fonction de la probabilité d'occurrence d'un accident, avec pour chaque classe un délai de résorption de ces écarts. Le cumul des écarts est également pris en compte.

Les divergences ne sont autorisées qu'après analyse de ces écarts et de leurs impacts et vérification sur le terrain de l'effectivité de la résolution de certains de ces écarts. Il rappelle qu'indépendamment de cette action de fond sur les écarts de conformité, il existe toujours le risque qu'un geste ne soit pas adapté, qu'une action soit mal maîtrisée, générant ainsi un écart car il s'agit d'interventions humaines.

Il précise enfin que l'ASN, comme EDF, trouve davantage d'écarts aujourd'hui qu'il y a quelques années, car ils sont mieux recherchés et analysés.

✓ Catherine FUMÉ demande quel est le budget investi par EDF pour l'ensemble des travaux liés à la VD4.

Sébastien MIOSSEC répond que la question des investissements industriels engagés par EDF n'est pas du ressort de la CLI. Il indique toutefois que le montant budgétisé pour les travaux liés à la VD4 pour l'ensemble des réacteurs de 900 MWe s'élève à environ 45 M€.

2/ Gestion de la crise du coronavirus par l'ASN

M. Christian RON – ASN

Lors du premier confinement, à la mi-mars 2020, l'ASN a arrêté ses inspections sur site. Néanmoins, 18 inspections ont été réalisées sur site au niveau national pendant le premier confinement, ainsi qu'une inspection réactive pour le site de Belleville.

Par ailleurs, le pôle REP de l'ASN Orléans a rapidement mis en place des inspections à distance.

Le principe de ces inspections était de demander à l'exploitant la documentation liée à un sujet donné, d'étudier cette documentation puis d'échanger par audio ou visioconférence avec l'exploitant. Une deuxième analyse était menée à la suite de ce premier échange, puis un deuxième échange audio ou visio était organisé.

La difficulté de ce système est de déterminer à quel moment arrêter l'inspection (nombreux échanges), alors qu'une inspection sur site a une durée généralement limitée à une journée.

Des inspections à distance ont ainsi été menées lors des arrêts des réacteurs n°2 et 3, ainsi que sur des thématiques jugées à enjeux et potentiellement impactées par la crise sanitaire.

Ces inspections à distance ont été complétées par des inspections sur le terrain dès le mois de mai (inspections mixtes).

A Dampierre, le choix a été fait de maintenir des échanges téléphoniques périodiques, l'ASN ayant été équipée d'un système de travail à distance fin 2019.

Une décision nationale a été prise concernant le domaine médical, pour arrêter toutes les inspections pendant le confinement, considérant que les établissements médicaux étaient très sollicités par ailleurs, tout en augmentant la réactivité de l'ASN pour les autorisations concernant ces établissements.

Parmi les consignes au niveau national figurait la nécessité de vérifier que les dispositions liées au COVID étaient correctement appliquées (respect des gestes barrières, port des EPI...) : vérifications effectuées sur le terrain par l'inspection du travail, conjointement avec les inspections liées à la sûreté.

Pour l'année 2020, 106 inspections étaient prévues au départ pour la plaque Centre-Val de Loire, dont 31 sur Dampierre.

L'organisation de l'ASN a été perturbée du fait du confinement et des reports des arrêts de tranches. La capacité d'inspection de l'ASN a été révisée et ramenée à 82, du fait de la crise liée au coronavirus et au départ de 2 agents de l'ASN.

Au final : 114 inspections ont cependant été réalisées en 2020 pour la plaque Centre-Val de Loire, dont 31 sur Dampierre, grâce notamment aux inspections à distance.

Perspectives 2021 :

L'ASN a programmé 29 inspections sur le site de Dampierre, et 110 au total pour la plaque Centre-Val de Loire. Une équipe de 10 inspecteurs est disponible en 2021, en comptant les 3 départs de 2020 dont 1 seul a été remplacé à ce jour.

Des priorités ont été définies au niveau national ou local, parmi lesquelles notamment : la stratégie de maintenance d'EDF, la résilience des organisations sous COVID, la surveillance des rejets, le transport de combustible, la surveillance des prestataires ou encore la radioprotection.

Christian RON rappelle que le jugement de l'ASN sur le site de Dampierre n'est pas encore communicable. Néanmoins, il indique que le sentiment global de l'ASN pour Dampierre fait état de résultats satisfaisants et dans la moyenne du parc en matière de sûreté. En ce qui concerne la radioprotection, l'ASN attend de meilleurs résultats en 2021.

Echanges avec les participants :

✓ Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) exprime son souhait de pouvoir disposer, lors des présentations des performances du site de Dampierre, d'éléments de comparaison avec les autres sites pour pouvoir situer Dampierre parmi le reste du parc national (par ex : nombre d'ESS, nombre d'arrêts automatiques de réacteurs...).

Sébastien MIOSSEC précise qu'il est à même de s'engager pour le site de Dampierre uniquement, et qu'il n'a pas vocation à faire des intercomparaisons entre les sites.

Pour répondre à Gérard MAHAUD, il précise toutefois qu'il y a eu 14 AAR* pour l'ensemble du parc français en 2020 (dont 1 à Dampierre).

3/ Présentation de la CLI de Dampierre

Mme Maud MICHEL – Chargée de mission de la CLI de Dampierre

✓ Cadre législatif et réglementaire :

La notion de Commission locale d'information est assez ancienne, puisque les premières CLI ont été mises en place en 1981 par la circulaire Mauroy. Leur existence et leur rôle ont été renforcés par la loi relative à la transparence et la sécurité en matière nucléaire du 13 juin 2006, qui a rendu obligatoire la mise en place des CLI auprès de chaque installation nucléaire.

Le rôle des CLI a été renforcé par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, qui a rendu obligatoire l'organisation d'une réunion publique annuelle par les CLI ainsi que la consultation de la CLI sur la modification des plans particuliers d'intervention (PPI*) et les actions d'informations menées par l'exploitant.

Enfin, le décret du 14 mars 2019 est venu codifier dans le Code de l'environnement les articles relatifs aux CLI. Il a également apporté des précisions et des modifications sur la composition des CLI et la réunion publique annuelle.

✓ Missions d'une CLI :

Les CLI sont chargées d'une « *mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement* » (art. L125-7 du Code de l'environnement).

En revanche, la CLI n'est ni une instance de contrôle (rôle qui incombe à l'ASN) ni une instance opérationnelle. Néanmoins, la CLI peut participer à des visites de sites pour se rendre compte des pratiques sur le terrain et doit être informée en cas de survenance d'événements significatifs. En cas de crise, la CLI peut également être associée à la gestion de crise.

✓ Composition des CLI :

La présidence de la CLI est assurée par le Président du Conseil départemental, mais celui-ci peut déléguer cette présidence à un élu local.

La CLI se compose de 4 collèges de membres avec voix délibérative :

- Le collège des élus (députés / sénateurs, Conseillers départementaux / régionaux / municipaux) ;
- Le collège des associations de protection de l'environnement ;
- Le collège des organisations syndicales de salariés représentatives ;
- Le collège des personnes qualifiées et représentants du monde économique.

La CLI comporte également des membres à voix délibérative qui peuvent assister de plein droit aux séances et aux travaux de la CLI :

- Représentants de l'ASN ;
- Représentants de l'exploitant ;
- Représentants des services de l'Etat compétents en matière d'environnement et d'énergie nucléaire ;
- Représentants de l'ARS*.

✓ Fonctionnement et dates clés de la CLI de Dampierre :

La CLI de Dampierre dispose d'un règlement intérieur qui définit ses modalités de fonctionnement. Un Bureau, où chacun des collèges est représenté, est chargé d'organiser les travaux de la CLI, conformément au règlement intérieur.

La CLI organise des séances plénières 3 fois par an, dont une réunion publique (depuis 2016).

Le secrétariat de la CLI est assuré par les services du Département, sous l'autorité du Président du Conseil départemental.

La CLI de Dampierre a été créée le 12 décembre 2008 (composition en siège actée en application de la loi du 13 juin 2006), puis sa composition nominative a été arrêtée le 11 novembre 2009. Sa première séance plénière s'est tenue le 14 janvier 2010.

En octobre 2016 a été organisée la première réunion publique de la CLI, pour répondre aux dispositions de la loi du 17 août 2015. L'élargissement de son périmètre a été validé le 19 février 2019 : passage de 10 à 20 km autour de la centrale du fait du nouveau PPI.

✓ Information des citoyens :

La CLI dispose d'un site Internet, hébergé au sein du site Internet du Conseil départemental du Loiret, accessible via l'adresse <http://cli-dampierre.loiret.fr>.

Sur ce site sont mis à disposition des actualités, l'ensemble des comptes-rendus de séances, ainsi que des documents réglementaires, des informations relatives au CNPE et un ensemble de ressources d'information du citoyen sur l'énergie nucléaire.

4/ Nouvelle composition de la CLI, rapport d'activité 2020 de la CLI et budget prévisionnel 2021

Mme Maud MICHEL – Chargée de mission de la CLI de Dampierre

➤ **Nouvelle composition de la CLI :**

L'arrêté de composition de la CLI actuellement en vigueur date du 9 octobre 2019, et comporte 65 membres avec voix délibérative : 40 membres élus (dont des élus du Cher, étant donné que le périmètre de la CLI englobe une partie de ce département), 7 représentants des associations, 7 représentants des syndicats et 11 personnes qualifiées.

Toutefois, la CLI est dans une période de transition : bien que le nouvel arrêté de composition n'ait pas encore été pris, de nouveaux membres, du collège des élus pour la plupart, ont d'ores et déjà été intégrés à la liste de diffusion des informations de la CLI et invités aux réunions plénières.

En effet, à la suite des élections municipales de 2020, un courrier a été envoyé à toutes les communes du périmètre PPI (20 km autour de la centrale) afin qu'elles fassent connaître leur choix de représentation : soit individuellement, soit collectivement par le biais du représentant de l'EPCI auquel elles appartiennent, conformément à ce que permet le décret du 14 mars 2019.

En réponse à ce courrier, 32 communes ont fait part de leur souhait d'être représentées individuellement, alors que 22 communes préfèrent être représentées par l'intermédiaire de leur Communauté de Communes.

Un nouveau courrier a donc été envoyé aux 6 Communautés de Communes concernées par le périmètre de la CLI pour qu'elles désignent un représentant. La CLI est actuellement en attente d'un retour de 3 Communautés de Communes pour pouvoir finaliser la composition de ses membres.

La future composition de la CLI comportera ainsi 78 membres, répartis comme suit :

- 52 membres pour le collège des élus ;
- 7 membres pour le collège des associations de protection de l'environnement ;
- 7 membres pour le collège des organisations syndicales de salariés représentatives ;
- 12 membres pour le collège des personnes qualifiées et représentants du monde économique.

Par ailleurs, la réglementation impose un taux minimum de 10% de membres pour chacun des collèges autres que le collège des élus, soit entre 7 et 8 membres minimum selon la nouvelle composition de la CLI de Dampierre. Actuellement, les collèges des associations et des syndicats comportent 7 membres chacun, il convient donc de trouver au moins 1 membre supplémentaire pour chacun de ces collèges. Des démarches sont actuellement en cours pour trouver de nouveaux candidats pour ces 2 collèges.

Enfin, la composition du Bureau a également été revue en parallèle, du fait des changements intervenus à la suite des élections municipales. Celui-ci est désormais composé :

- du Président et du Vice-Président de la CLI ;
- de 2 représentants du collège des élus ;
- de 2 représentants du collège des associations ;
- de 2 représentants du collège des organisations syndicales ;
- de 2 représentants du collège des personnes qualifiées.

La finalisation et la signature du nouvel arrêté de composition de la CLI sont prévues courant 2021.

➤ **Rapport d'activité 2020 :**

Au cours de l'année 2020, l'assemblée plénière a été réunie 1 seule fois en février, les autres réunions ayant dû être annulées du fait du contexte sanitaire (dont la réunion publique). Des documents ont toutefois été envoyés aux membres de la CLI en juin (diaporamas qui auraient dû être présentés par les intervenants).

Le Bureau s'est réuni quant à lui à 2 reprises.

A la suite des élections municipales de 2020, un courrier a été envoyé à l'ensemble des communes pour connaître leur souhait de représentation au sein de la CLI, en vue d'un renouvellement de la composition de la CLI.

Des membres de la CLI ont participé à différentes réunions organisées au niveau national ainsi qu'à des groupes de travail organisés en visioconférence pour la plupart d'entre eux : séminaire des Présidents de CLI, assemblée générale de l'ANCCLI*, 32^{ème} conférence des CLI, groupes de travail thématiques...

➤ **Budget réalisé en 2020 :**

Les dépenses réalisées en 2020 ont été essentiellement liées au temps passé pour le secrétariat de la CLI.

La CLI s'est acquittée, comme chaque année, de la cotisation à l'ANCCLI* à hauteur de 1 000 €. Cette association apporte un grand soutien à la CLI en matière de veille technique et réglementaire mais aussi en termes de représentation auprès des instances nationales.

Il est rappelé que les frais engagés par les membres de la CLI pour se déplacer aux assemblées plénières ou participer à des réunions ou groupes de travail nationaux peuvent être remboursés par la CLI. En 2020, le remboursement des frais de déplacement des membres de la CLI s'est élevé à 234 € au total.

Des frais d'affranchissements ont également été engagés à hauteur de 200 € environ, pour l'envoi à l'ensemble des membres de la plaquette de présentation des CLI et du masque en tissu de l'ANCCLI.

Côté recettes, la CLI a reçu en 2020 une subvention de l'ASN à hauteur de 2 500 €.

➤ **Budget prévisionnel 2021 :**

Le budget prévisionnel 2021 est similaire à celui présenté en 2020.

Comme les années passées, la majeure partie du budget sera liée aux frais de personnel pour assurer le secrétariat de la CLI, mais également les prestations liées à la communication pour la réunion publique notamment. Ces prestations sont assurées par la direction de la Communication du Conseil départemental mais n'étaient pas valorisées dans le budget de la CLI jusqu'à présent.

Concernant les recettes, une subvention a été sollicitée auprès de l'ASN à hauteur de 2 500 €, comme habituellement.

Le reste du budget de fonctionnement sera pris en charge par le budget du Conseil départemental.

Pour finir, les dates prévisionnelles des prochaines séances plénières de la CLI pour l'année 2021 sont indiquées :

- **Vendredi 02 juillet 2021** à 14h00 (à Dampierre-en-Burly)
- **Jedi 14 octobre 2021** à 18h00 (réunion publique à Dampierre-en-Burly ou Ouzouer-sur-Loire)

Il est précisé que le maintien de ces réunions, ainsi que leurs modalités d'organisation, seront soumises à l'évolution de la situation sanitaire.

Echanges avec les participants :

✓ Thierry SOLER (Conseiller départemental du Loiret) fait remarquer que les Conseillers départementaux ne seront probablement pas encore désignés pour la séance du 02 juillet, les élections départementales étant prévues fin juin.

5/ Questions diverses

✓ **Avancement de la campagne de distribution d'iode :**

M. Claude BOISSAY – Président de la CLI de Dampierre

En préambule, Claude BOISSAY excuse le Directeur de Cabinet du Préfet ainsi que Mme Muriel PLOTTON, chef du Bureau de la protection et de la défense civiles à la préfecture du Loiret, qui devaient présenter ce point mais qui n'ont pas pu se libérer pour la réunion de ce jour du fait de la charge de travail actuelle très importante qui incombe à la préfecture dans le contexte lié à la gestion de la crise sanitaire et à la campagne de vaccination en cours.

Concernant l'état d'avancement de la campagne de distribution d'iode, l'ANCCLI a transmis aux CLI début février les informations suivantes :

A fin 2020, les taux de retrait en pharmacie sont d'environ 25% pour les particuliers et 70% pour les écoles. Un travail de relance est actuellement mené par l'Education Nationale pour atteindre les 100%.

L'organisation de l'envoi postal des comprimés à ceux qui ne les ont pas retirés et qui figurent dans la base de données (couvrant environ 70% de la population réelle) est actuellement en cours. Les envois auront lieu courant février (2 premières semaines de février).

Pour les accompagner, des actions de communication externe sont menées de la façon suivante :

- tweets du Ministère de l'Intérieur à partir du 25/01/2021
- communiqué de presse national - Ministère de l'Intérieur le 27/01/2021
- communiqués de presse locaux - Préfectures le 28/01/2021

Le Numéro vert est maintenu jusqu'au 15 mars 2021.

Pendant l'inter-campagne, les nouveaux arrivants et les personnes ne figurant pas dans les bases de données pourront retirer de l'iode en pharmacie sur présentation d'un justificatif de domicile. Le site www.distribution-iode.com est maintenu.

Eléments complémentaires transmis par la préfecture :

La campagne de distribution des comprimés d'iode du périmètre 10 à 20 km a débuté en 2019. Cette phase consistait à mettre à disposition les comprimés d'iode dans les pharmacies partenaires. Elle devait s'achever en 2020, mais la crise COVID a retardé la poursuite du dispositif.

Début 2021, une relance a été faite par le niveau national puis relayée dans la presse localement.

Ainsi, dès février, les comprimés seront adressés par voie postale aux foyers identifiés ne les ayant pas retirés en pharmacie.

Les ERP n'ayant pas effectué la démarche ainsi que les nouveaux arrivants des communes concernées sont invités à les retirer dans les pharmacies partenaires. Ils pourront effectuer leur retrait sur simple présentation d'un justificatif de domiciliation, de capacité d'accueil du public et/ou du nombre de salariés.

100 % des établissements scolaires du Loiret impactés par une centrale ont retiré leurs comprimés.

Pour connaître les pharmacies participantes à cette opération, il convient de consulter la liste disponible sur le site www.distribution-iode.com à la rubrique « Les comprimés d'iode ». Des informations utiles et une foire aux questions sont également présentes sur ce site.

Il est nécessaire que chaque collectivité de 10 à 20 km puisse relancer cette campagne localement en incitant et en invitant les populations, les ERP et entreprises qui ne l'auraient pas encore fait à les retirer.

Christian RON (ASN) complète cet exposé en indiquant qu'initialement, le Ministère de l'Intérieur (Direction générale de la Sécurité civile) envisageait de faire de simples rappels pour les personnes qui n'avaient pas retiré leurs comprimés.

Le Président de l'ASN a alors écrit au secrétariat du Premier Ministre pour proposer une distribution directement en boîtes aux lettres, jugeant qu'une simple relance ne suffirait pas pour améliorer significativement le taux de retrait.

La Direction générale de la Sécurité civile s'est ralliée à l'avis de l'ASN et a accepté d'organiser une distribution en boîte aux lettres, malgré les incertitudes sur la qualité des listes utilisées.

Echanges avec les participants :

✓ Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) rappelle le problème du faible taux de retrait des comprimés d'iode lors de cette campagne de distribution (de l'ordre de 50%).

Il estime que ce faible taux tient en partie au fait que les listes utilisées pour cette campagne ne sont pas exhaustives. La raison invoquée pour ne plus utiliser les mêmes listes qu'avant provient de l'entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données (RGPD) en 2018 : depuis cette date, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) émettrait des objections à l'utilisation des listes, plus exhaustives, utilisées jusqu'à présent.

Ce problème a été posé régulièrement depuis 2 ans. Deux membres de la CLI de Dampierre ont écrit au Président de l'ASN à ce sujet, estimant qu'il est plus important de prendre en compte la protection des populations plutôt que la protection des données personnelles.

Gérard MAHAUD interroge alors l'ASN sur la nature des listes utilisées pour la distribution des comprimés en boîtes aux lettres.

Christian RON explique que ce n'est pas l'ASN qui détient les listes pour la distribution des comprimés d'iode, mais que c'est la Sécurité civile qui en est responsable. L'ASN s'est simplement exprimée pour demander une distribution effective des comprimés en boîtes aux lettres, plus efficace qu'une simple communication de relance, quelles que soient les listes utilisées.

✓ Jean-Claude LEFRANC (commune de Nevoy) demande si la commune peut assurer la distribution des comprimés d'iode pour ses administrés.

Christian RON répond que ce n'est pas possible aujourd'hui car les comprimés vont être envoyés dans les boîtes aux lettres des administrés. Il n'est donc pas prévu que les communes soient destinataires des boîtes de comprimés pour leurs administrés. Néanmoins, rien n'empêche la commune d'accompagner cette distribution auprès de ses administrés par une campagne de communication par exemple.

✓ Fabrice GORECKI (Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Loiret) rappelle que la distribution des comprimés d'iode est un sujet évoqué dans le cadre du groupe de travail radioprotection du CODIRPA.

✓ Exercice nucléaire à Saint-Laurent-des-Eaux :

M. Alain FOURCAULT – Vice-Président de la CLI de Dampierre

Un exercice de sécurité nucléaire est prévu à la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux les 18 et 19 mai 2021.

Une réunion de présentation s'est tenue en préfecture (et en distanciel) le 28 janvier, à laquelle la CLI de Dampierre était représentée par Alain FOURCAULT et Maud MICHEL. Lors de cette réunion, un représentant des services centraux de l'ASN a exposé le principe du post-accident.

L'exercice sera piloté par la préfecture du Loir-et-Cher, mais la préfecture du Loiret sera également partie prenante car une partie du périmètre PPI de la centrale de Saint-Laurent se situe dans le Loiret.

L'exercice portera sur la phase post-accidentelle d'un accident nucléaire, avec les mesures à prendre en termes de protection des populations (éloignement de longue durée, interdiction de consommation de denrées alimentaires...).

La CLI de Dampierre sera informée au fur et à mesure de l'avancement de l'organisation de cet exercice.

Pour des raisons liées au COVID, il n'est pas prévu d'ouvrir des postes d'observateurs à la CLI lors de cet exercice. La préfecture a toutefois fait savoir que cela pourrait être réétudié en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

Christian RON complète en expliquant que les scénarios d'exercice sont conçus soit par EDF, soit par l'IRSN, mais que personne n'en connaît le déroulement à l'avance, les scénaristes étant séparés de ceux qui vont jouer l'exercice.

Il confirme que lors de cet exercice, ce sont les nouvelles dispositions de la phase post-accidentelle qui seront jouées. L'évacuation « réflexe » ne sera pas jouée car l'exercice se situera après la fin des rejets. Le scénario débutera avec une situation donnée (installation revenue à un état sûr, mais contamination de l'environnement), et l'exercice aura pour objectif de définir les mesures de protection des populations à prendre en fonction de la situation.

Ce sera la première fois que ce type de scénario sera joué.

Il indique que lors du dernier exercice au CNPE Chinon, qui s'est déroulé fin 2020, des membres de la CLI étaient présents pour la 1^{ère} fois au COD (centre opérationnel départemental). Il rappelle que la communication en cas de crise relève du Préfet, mais qu'il est intéressant de voir comment la communication peut s'articuler en lien avec la CLI dans ces conditions.

Alain FOURCAULT indique que lors des 2 derniers exercices à la centrale de Dampierre, des membres de la CLI étaient présents à la préfecture et en mairie de Sully, et qu'ils ont pu à cette occasion discuter avec les élus et les personnels.

Un membre de la CLI fait remarquer que la participation à des exercices nucléaires est particulièrement pertinente pour aider les communes à compléter ou mettre à jour leur plan communal de sauvegarde (PCS).

✓ Rejets de tritium en Loire :

Question posée par Sortir du Nucléaire – Berry-Giennois-Puisaye :

1) Vous le savez certainement, notre association fait partie d'un réseau de préleveurs qui réalise en particulier des prélèvements trimestriels d'eau de Loire en amont et aval du CNPE de Dampierre et les fait analyser par le laboratoire de l'Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest (ACRO). Le 5 octobre 2019, nous avons une mesure de 105 Bq/l à l'aval de Dampierre, normalement à l'aval de la zone de mélange. Les mesures EDF sont nombreuses à mettre en évidence plus de 100 Bq/l à l'hydrocollecteur d'Ouzouer-sur-Loire et/ou un ajout de plus de 80 Bq/l entre l'amont (Châtillon-sur-Loire) et l'aval (Ouzouer-sur-Loire).*

Il nous semble que la longueur de la zone de mélange est déterminée par l'article 17 de l'arrêté du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en

application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du Code de l'environnement.

Si ce n'est pas le cas, quel est le texte applicable ?

Nous souhaiterions avoir une réponse précise à cette question que notre collectif inter-régional a déjà posée ailleurs, en vain. Une réponse selon laquelle la décision n°2013-DC-0360 du 16 juillet 2013 y répondrait n'est pas une bonne réponse puisque la longueur de la zone de mélange n'y est justement pas indiquée expressément.

2) Où se situe très exactement le point de prélèvement (orifice) EDF, situé à Ouzouer-sur-loire ? Sur une rive ? Dans le milieu du fleuve ?

3) Ce point de prélèvement est-il le même que celui utilisé par l'IRSN ?

4) Des dépassements de la norme de 100 Bq/l se perpétuent parfois durant plusieurs jours d'affilée (par exemple du 19 au 23 avril 2019, du 21 au 25 juin 2019, du 21 au 26 août 2019, du 4 au 6 octobre 2019, du 8 au 12 janvier 2020 notamment).

Dans de tels cas, par qui les organismes chargés de la distribution des eaux de consommation ont-ils été prévenus : EDF ? IRSN ? ASN ? Autres ?

Quels sont les organismes en question potentiellement impactables par ces dépassements de norme ?

5) L'ASN ou l'IRSN peuvent-ils nous communiquer d'éventuels rapports signifiant à EDF des dépassements et les enjoignant d'apporter des mesures correctives adéquates ?

6) Question à l'exploitant : quel(s) est (sont) le(s) service(s) en interne chargés d'alerter la hiérarchie de ces dépassements ? Qui a la responsabilité, en interne, de prendre les décisions de mesures correctives exigées par la réglementation ?

7) Quelles sont les mesures correctives éventuellement apportées par le CNPE ? Quel est le délai entre l'alerte et la mise en œuvre effective de ces mesures ?

8) Pourquoi n'avons-nous connaissance des dates de rejet (radiologiques et chimiques) qu'après-coup ? Qu'est-ce qui empêche d'être prévenus à l'avance ?

Sébastien MIOSSEC rappelle que beaucoup de ces questions ont été traitées lors de la réunion inter-CLI du Val de Loire du 04 juillet 2019. Ces questions ont également été évoquées lors d'une audioconférence organisée en octobre 2020 à laquelle ont participé EDF, l'ASN et le réseau de préleveurs dont fait partie l'association Sortir du Nucléaire.

Catherine FUMÉ (association Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) répond qu'elle n'a pas assisté à la réunion inter-CLI du Val de Loire dans la mesure où Sortir du Nucléaire ne faisait pas partie de la CLI de Dampierre à ce moment-là.

Sébastien MIOSSEC précise qu'en ce qui concerne la zone de mélange, la réglementation évoquée par Sortir du Nucléaire dans sa question ne s'applique pas aux rejets d'effluents radioactifs mais aux rejets de substances chimiques.

Pour les rejets d'effluents radioactifs, ce sont les décisions de l'ASN qui s'appliquent, et notamment la décision 2017-DC-588, qui spécifie que pour un site en bord de rivière, l'activité volumique moyenne journalière lors d'un rejet ne doit pas dépasser 140 Bq/l.

EDF respecte cette réglementation, et si ce n'était pas le cas, EDF détecterait les écarts et les déclarerait à l'ASN dans un délai de 48h.

Au sein d'EDF, c'est le service Chimie environnement qui est chargé de réaliser les mesures et les prélèvements et de s'assurer du respect de la réglementation.

Sébastien MIOSSEC ajoute que la valeur limite de 100 Bq/l évoquée par Sortir du Nucléaire fait plutôt référence à des recommandations françaises relatives à l'eau potable, cette valeur

de 100 Bq/l représentant le seuil au-delà duquel des analyses complémentaires doivent être faites. Il précise que l'OMS, quant à elle, considère une valeur limite de 10 000 Bq/l pour l'eau potable.

Compte tenu de ces éléments, les rejets radioactifs de la centrale de Dampierre sont bien conformes à la réglementation.

Concernant la localisation du point de prélèvement, Sébastien MIOSSEC indique qu'il se situe à Ouzouer-sur-Loire, à Port Ouzouer.

Christian RON complète en indiquant qu'une étude est actuellement en cours avec l'IRSN et les associations impliquées autour du CNPE de Chinon concernant le suivi de la dispersion en Loire des rejets radioactifs.

Il invite les membres de la CLI à s'intéresser à cette étude, qui vise notamment à vérifier si les variations de débits de la Loire et des rejets ont un impact sur la dispersion des rejets (création de chemins préférentiels, génération d'un flux laminaire ou turbulent...).

Cette étude doit se poursuivre jusqu'en mars 2021. Il pourrait donc être intéressant pour la CLI de Dampierre de se rapprocher des associations qui participent aux groupes de travail pour obtenir les comptes-rendus de réunion.

Par ailleurs, concernant la valeur de 100 Bq/l pour l'eau potable, Christian RON rappelle que l'ARS réalise des mesures de radioactivité sur l'eau de boisson.

✓ Incidence du Plan Mimosa sur la centrale de Dampierre :

Question posée par Sortir du Nucléaire – Berry-Giennois-Puisaye :

Suite à l'épidémie de COVID-19, EDF a lancé un plan d'économies appelé Mimosa. Nous avons lu dans Le Point du 6 juillet dernier : « Les économies devraient se situer entre 2 milliards et 3 milliards d'Euros ». Le groupe envisage des cessions d'actifs, un gel des embauches et des investissements et des réductions budgétaires ». En quoi ce plan concerne-t-il le CNPE de Dampierre ? Le site doit-il réaliser des économies ? De quel montant ? Comment ces économies se traduiraient-elles et quels impacts pourraient-elles avoir sur la sûreté ? Plus de recours à la sous-traitance ? Raccourcissement des arrêts de tranche ? etc...

Sébastien MIOSSEC indique que le plan Mimosa est un plan d'économie décidé par EDF dans le cadre de la crise COVID et de son impact sur les résultats de l'entreprise.

Il ajoute que la CLI n'a pas vocation à discuter les choix budgétaires d'EDF, qui lui appartiennent. L'important est que, quels que soient ces choix, l'entreprise garantisse le meilleur état de sûreté pour ses installations.

Des éléments conjoncturels liés à la crise COVID ont effectivement impacté l'entreprise EDF. Néanmoins, le CNPE de Dampierre n'a jamais fait autant d'embauches qu'en 2020 ; le plan Mimosa n'a donc pas eu d'impact à ce niveau-là pour Dampierre.

Catherine FUMÉ demande si la mise en œuvre de ce plan est susceptible d'affecter le CNPE et la sûreté du site.

Sébastien MIOSSEC répond que ce plan n'affectera pas la sûreté, qui est régie par des règles précises soumises à des contrôles. Il n'est pas question que ces règles et contrôles soient remis en question par ce plan d'économie.

✓ Reconversion des personnels :

Question posée par ACIRAD Centre-Val de Loire :

Qu'en est-il de la reconversion du personnel, dans la mesure où deux réacteurs seront mis à l'arrêt et qu'il est question de passer à un mixte énergétique à 50% de renouvelable.

Sébastien MIOSSEC rappelle que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE*) prévoit qu'à l'horizon 2035, la part du nucléaire dans la production d'électricité devrait être de 50% et 50% d'énergies renouvelables. Ceci amènera EDF à arrêter 12 réacteurs à partir de 2028, en plus des 2 de Fessenheim déjà mis à l'arrêt en 2020.

Il précise que la liste des réacteurs concernés sera dévoilée 3 ans avant l'échéance, et qu'à l'heure actuelle personne ne sait quels réacteurs seront arrêtés. La question concernant Dampierre est donc prématurée.

Gérard MAHAUD indique que la presse (plusieurs journaux nationaux) mentionne déjà les noms de réacteurs qui pourraient être arrêtés et avance notamment l'hypothèse de 2 réacteurs concernés sur chacune des centrales de Tricastin, Bugey et Gravelines.

Sébastien MIOSSEC répond que la presse ne fait que des hypothèses, et qu'à l'inverse EDF transmet uniquement des informations factuelles.

à Orléans le 23/03/2021

Le Président de la Commission

A stylized signature in blue ink, consisting of a large loop followed by a horizontal stroke and a vertical line extending downwards.

Claude BOISSAY

ANNEXES

1/ Lexique des sigles utilisés

AAR : Arrêt Automatique de Réacteur
ANCCLI : Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information
ARS : Agence Régionale de Santé
ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire
ASR : Arrêt pour Simple Rechargement
Bq/l : Becquerel par litre (mesure de l'activité d'une source radioactive)
CNPE : Centre Nucléaire de Production d'Electricité
DUS : Diesel d'Ultime Secours
ESE : Evénement Significatif Environnement
ESS : Evénement Significatif Sûreté
HCTISN : Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité Nucléaire
INES : International Nuclear and radiological Event Scale (échelle internationale des événements nucléaires et radiologiques)
FARN : Force d'Action Rapide Nucléaire
MWe : MégaWatt électrique (= 1 000 kW)
PCA : Plan de Continuité d'Activité
PPE : Programmation Pluriannuelle de l'Energie
PPI : Plan Particulier d'Intervention
RRI (circuit) : circuit de Refroidissement Intermédiaire
SMS : Séisme Majoré de Sécurité
TWh : TéraWatt-Heure (= 1 000 000 000 kWh)
VD4 : 4^{ème} visite décennale
VP : Visite Partielle

Détection tardive de l'indisponibilité d'un des deux groupes électrogènes de secours de l'unité de production n°3

Le 4 septembre 2020, l'unité de production n°3 de la centrale de Dampierre-en-Burly est en fonctionnement. L'un des deux groupes électrogènes* de secours est en cours de requalification après une visite technique.

Le niveau de liquide de refroidissement relevé est alors inférieur aux valeurs de références. Après contrôle, un défaut d'étanchéité sur le circuit de refroidissement est détecté au niveau d'un cylindre du moteur. Pour procéder à la remise en conformité, conformément aux spécifications techniques d'exploitation, l'unité de production n°3 est mise à l'arrêt le 6 septembre 2020.

La réparation est achevée le 12 septembre 2020 et le groupe électrogène de secours est requalifié.

Les analyses approfondies montrent que depuis 2017, date à laquelle les premiers appoints en liquide de refroidissement ont été réalisés, ce groupe électrogène de secours aurait potentiellement pu ne pas être en mesure d'assurer pleinement ses fonctions d'alimentation en cas de sollicitation prolongée.

Cet événement n'a eu aucun impact sur la sûreté des installations ou l'environnement, d'autres sources d'alimentation électriques de secours étant toujours disponibles**. En raison du caractère tardif de la détection de l'indisponibilité du groupe électrogène de secours, il a été déclaré le 22 septembre 2020 par la direction de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly à l'ASN, comme événement significatif sûreté de niveau 1 sur l'échelle INES, échelle internationale de classement des événements nucléaires qui en compte 7.

** Chaque centrale nucléaire est équipée de deux groupes électrogènes de secours à moteur diesel. En cas de perte des deux sources électriques externes, ces groupes permettent d'alimenter en électricité et assurer le fonctionnement des systèmes de sauvegarde qui seraient mis en œuvre en cas d'accident. Ces groupes sont redondants, situés sur deux voies indépendantes (A et B) séparées physiquement l'une de l'autre. En cas d'accident, un seul groupe électrogène est suffisant pour assurer l'alimentation des matériels de sauvegarde du réacteur.*

*** Chaque unité de production dispose ainsi de 4 alimentations électriques pour garantir le maintien des fonctions de sûreté du réacteur.*

3/ Schéma des principales dispositions mises en œuvre pour répondre aux objectifs de la VD4-900

